

---

# TOTAL ET LE CLIMAT :

## Les ressorts du greenwashing du géant pétrolier

---

**Note de recherche**

## INTRODUCTION

En mars 2021, nous révélions que les émissions de Total se chiffraient à 488 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>/an<sup>1</sup>. Sa trajectoire nous emmène vers un monde à +4°, dont les conséquences seront désastreuses.

Pourtant, depuis mai 2020, le groupe a multiplié les annonces climat et a complètement reverdi sa communication. Il est d'ailleurs, parmi les cinq *majors* productrices d'énergies fossiles,<sup>2</sup> le premier en termes de dépenses en *branding* climatique.<sup>3</sup>

Total se présente aujourd'hui comme un groupe multi-énergies. Pour entériner ce changement, une proposition de changement de nom – « TotalEnergies » - sera faite à l'Assemblée générale des actionnaires le 28 mai 2021.<sup>4</sup> Ce virage apparent ne doit pas faire oublier que l'activité pétrole & gaz de Total reste au cœur de son business model pour les décennies à venir – de l'aveu même de son PDG Patrick Pouyanné.<sup>5</sup> Total présente le gaz naturel comme une énergie de transition – moins polluante que le pétrole par unité produite. **Il passe ainsi complètement sous silence l'augmentation significative de ses capacités de production d'énergies fossiles – qui seront le double de ce qu'elles devraient être en 2030 par rapport aux recommandations du Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC),** tandis que sa production d'énergies renouvelables n'en représentera que 4% à l'horizon 2050. **Or, le constat scientifique est très clair : ce sont de baisses en valeurs absolues dont nous avons besoin. Même l'Agence Internationale de l'Energie l'affirme désormais : un réchauffement limité à 1,5° n'est pas compatible avec de nouveaux projets extractifs.**

### Encadré 1 - Les conséquences d'un réchauffement +4°C en France

La France se classe au 15<sup>ème</sup> rang des pays les plus à risque face aux changements climatiques (sur 183).<sup>6</sup> Dans un scénario de réchauffement de 4°C, les sécheresses graves devraient devenir plus fréquentes et toucher régulièrement le sud-ouest du pays ; les risques de feux de forêt augmenteraient de plus de 40 % ; le niveau de la mer grimperait en moyenne de 40 centimètres à un mètre le long des côtes françaises.<sup>7</sup> Au rythme actuel des émissions, les vagues de chaleur en région parisienne s'étendraient de 21 à 94 jours, contre 7 aujourd'hui, et le nombre de jours de canicule s'établirait entre trois et vingt-six par an.

La canicule de l'été 2003, responsable d'environ 15 000 morts en France, deviendrait la norme pour les étés parisiens.<sup>8</sup> Plus de 17,1 millions de personnes – soit environ un français sur quatre – sont déjà exposées aux inondations par débordement de cours d'eau. D'ici la fin du siècle, ce risque sera bien plus important dans les villes côtières en raison de la montée du niveau de la mer et de tempêtes violentes. Dans un scénario à 4°C, les inondations surviendraient plus de cinq fois par an à Nantes, Bayonne et Dieppe.<sup>9</sup>

Les sécheresses ont des conséquences désastreuses pour l'agriculture et les revenus des agriculteurs : la canicule de l'été 2019 a ainsi entraîné une perte de 10 % des rendements sur les récoltes de céréales en France. On estime que les rendements de cultures comme le blé, la betterave ou le maïs pourraient chuter de 50 % d'ici 2050. Si rien n'est fait, ces pertes pourraient même être de l'ordre de 80 % en 2100 selon l'Agence européenne de l'Environnement.<sup>10</sup>

Dès lors, ses engagements climatiques – dont une part repose sur l'utilisation de techniques de capture ou stockage du carbone, pourtant encore immatures, ne peuvent pas être considérés comme suffisants. **Et finalement, Total ne s'en cache pas : il a développé sa propre vision du monde en 2050 – et celle-ci n'est pas alignée avec les recommandations du premier scénario du GIEC.** Le groupe consacre des efforts considérables à promouvoir sa vision, présentée comme ambitieuse – au mépris de faits scientifiques établis.

Ce constat est partagé par des nombreux analystes et organisations de la société civile. Total a une responsabilité historique et ne peut se cacher derrière la responsabilité politique des Etats : il ne peut y avoir de passager clandestin dans la transition énergétique. **Le groupe ne peut pas à la fois déclarer que l'Accord de Paris ne s'applique qu'aux Etats, et déclarer vouloir y contribuer.**

La *major* française doit donc corriger le tir : cela doit passer tout d'abord par l'élaboration d'un plan de sortie des énergies fossiles à l'horizon 2050, y compris des étapes intermédiaires.

## 1. LA STRATEGIE CLIMAT DE TOTAL : E for effort

Depuis un an, le groupe a régulièrement communiqué sur sa stratégie climat – avec une ambition affichée : « atteindre la neutralité carbone (zéros émissions nettes) » en 2050.<sup>11</sup> Total s'est engagé à atteindre la neutralité carbone en Europe en 2050 pour l'ensemble des émissions directement liées à ses opérations (scope 1+2), mais également à l'utilisation de ses produits par ses clients (scope 3), avec un objectif intermédiaire en 2030. Au niveau mondial, le groupe s'est donné pour objectif d'atteindre la neutralité pour les émissions directement liées à ses opérations ainsi que celles liées à l'utilisation de ses produits d'ici 2050.

**Encadré 2 – Les scopes : « C'est compliqué ! »,<sup>12</sup> selon le PDG de Total – en réalité, pas tant que ça.**

Les émissions associées à l'activité d'une entreprise sont réparties au sein de trois catégories appelés « scopes » : le scope 1 correspond aux postes d'émissions détenus par l'entreprise (émissions directes), le scope 2 aux émissions ayant pris place « ailleurs » pour les achats d'électricité ou de chaleur (émissions indirectes associées à leur consommation) et le scope 3 identifie les émissions indirectes situées en amont et en aval des activités de l'entreprise.

Pour la plupart des entreprises, la majorité des émissions (en moyenne 80 %) de gaz à effet de serre sont des émissions indirectes, du scope 3. Ainsi, limiter le calcul de l'empreinte carbone aux scopes 1 et 2 conduit souvent à de fausses conclusions sur la dépendance de l'entreprise aux énergies fossiles. Si on regarde uniquement les émissions de scope 1 et 2 de Total par exemple, son impact serait limité à l'extraction et à la raffinerie du pétrole alors que son premier poste d'émissions est celui généré par l'utilisation des barils vendus (scope 3).

**Pourtant, Total peine à convaincre que sa stratégie climat est à la hauteur : de nombreuses ONGs ou think tanks ont largement critiqué les annonces faites depuis mai 2020.**<sup>13</sup> En réalité, en prenant cet engagement de neutralité carbone – sur tous les scopes - au niveau européen, Total ne fait que se conformer à l’objectif affiché de l’Union Européenne de neutralité carbone en 2050 annoncée dans son Pacte Vert pour l’Europe.<sup>14</sup> Cet engagement couvre 60% de ses émissions globales indirectes<sup>15</sup> aujourd’hui – la part de ses produits vendus en Europe. **Son ambition mondiale n’est par ailleurs pas assortie d’un objectif précis intermédiaire en 2030**, pourtant indispensable pour assurer une convergence vers un objectif global neutre en 2050.

Ces organisations ne sont pas seules dans leur critique : certains actionnaires de Total exigent désormais des changements plus importants. A l’Assemblée générale en mai 2020, une résolution climat a recueilli 16,87% des voix<sup>16</sup> – une première dans l’histoire du CAC40 français. Les investisseurs l’ont bien compris : le changement climatique est un risque financier – le secteur pétrolier et gazier y est évidemment particulièrement exposé. **En mars 2021, la coalition d’investisseurs Climate Action 100+ jugeait que les efforts de Total ne remplissaient que partiellement ses critères en matière d’effort climatique<sup>17</sup> - et en particulier, que sa politique climat n’était pas compatible avec un objectif global de limitation du réchauffement climatique à 1,5°.**

Si la « tragédie des horizons »<sup>18</sup> n’a pas encore été dépassée par tous les acteurs financiers – la pandémie actuelle semble avoir accéléré la prise de conscience du défi du changement climatique. L’anticipation de changements majeurs dans les politiques publiques pourrait résulter en un ajustement à la baisse des prix du pétrole en 2030, autour de 40 \$ par baril.<sup>19</sup> **Le risque de non rentabilité pour certaines opérations est devenu très réel pour Total en juillet 2020, le conduisant à passer en pertes près de 10 milliards d’investissements historiques, notamment dans des projets de sables bitumineux au Canada.**<sup>20</sup> Alors que le groupe continue à développer de nouveaux projets, le risque que ceux-ci soient non seulement incompatibles avec un réchauffement à 1,5° - mais également non-rentables, est bien réel. Selon Climate Tracker – au moins 30% des investissements en activités d’extraction pures (ce que le secteur appelle « upstream ») de Total en 2018, n’étaient tout simplement pas viables financièrement – incluant son projet en Ouganda.<sup>21</sup>

## 2. TRACER SON CHEMIN, QU’IMPORTE LA DESTINATION

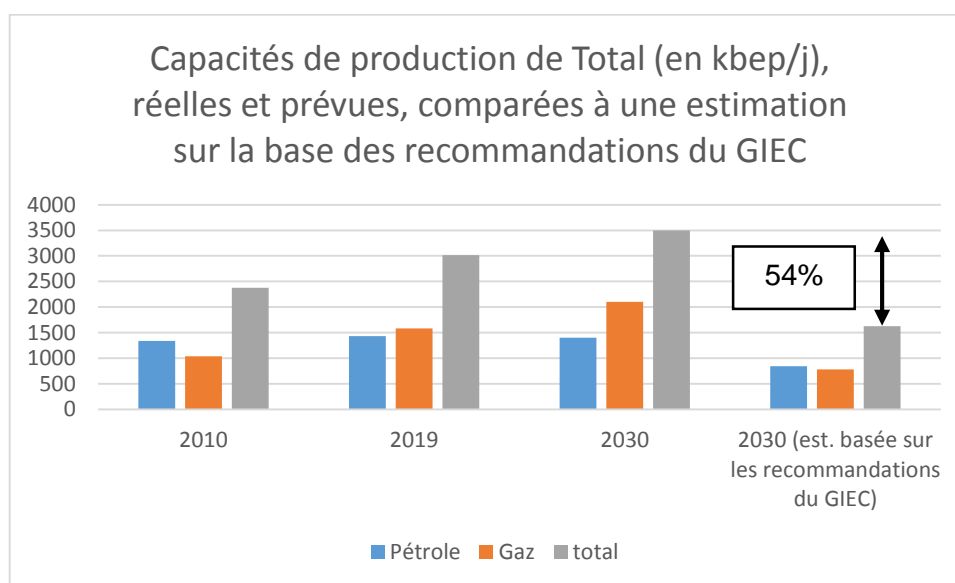
Total communique également sur l’évolution de son « mix énergétique » - ou l’intensité carbone des produits vendus, c’est-à-dire la part relative des différents produits énergétiques que le groupe vend. Plus la part des produits moins intenses en carbone augmente – comme les énergies renouvelables, plus le bilan paraît *relativement* vert. Ainsi, Total annonce que le pétrole ne représentera plus que 35% de son mix en 2030 – contre 55% aujourd’hui. A contrario, la part du gaz naturel augmentera de 40% à 50%.<sup>22</sup> Mais rien n’est communiqué sur les évolutions anticipées en valeurs absolues – **il est en effet parfaitement possible de réduire l’intensité carbone (mesurée par unité d’énergie vendue), tout en augmentant, ou ne réduisant pas suffisamment son empreinte globale – si le nombre de produits vendus augmente.**

Le groupe continue donc à développer de nouveaux projets – et à augmenter sa capacité de production<sup>23</sup> :

	2010	2019	2030	Variation 2030 / 2019	Variation 2030 / 2010
Pétrole	1340	1 431	1 400	-2%	4%
Gaz	1038	1 583	2100	33%	102%
TOTAL	2378	3 014	3 500	16%	47%

Capacités de production – réelles et projetées (en milliers de barils équivalents pétrole par jour)

Or, dans le premier scénario du GIEC, le seul qui maximise les synergies avec les objectifs du développement durable afin de limiter le réchauffement à 1,5° - **la production de pétrole et de gaz doit avoir fortement diminué d'ici à 2030, par référence à 2010<sup>24</sup>** :



Note : les facteurs de réduction recommandés dans le 1<sup>er</sup> scénario du GIEC, à l'horizon 2030 par rapport à 2010, ont été appliqués à la production de Total en 2010 afin de simuler un scénario de réduction de ses capacités de production compatibles avec un réchauffement limité à 1,5°.

**Les capacités de production de Total, telles qu'annoncées par le groupe, seront donc en 2030 le double de ce qu'elles devraient être – et les émissions associées dépasseront de près de 200 MTeq CO<sub>2</sub><sup>25</sup> ce qui constituerait une trajectoire cohérente avec un réchauffement limité à 1,5°, suivant le premier scénario du GIEC.**

Total mise donc sur le gaz – et se base sur les prévisions du scénario développement durable (« SDS ») de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) pour justifier l'augmentation de sa production. Cependant – alors que le GIEC établit nettement que nous devons nous diriger vers une neutralité carbone à l'horizon 2050, pour tenter de limiter le réchauffement à 1,5° - le scénario SDS n'y arrive qu'en 2070 : 20 ans trop tard<sup>26</sup>, manquant ainsi l'objectif.<sup>27</sup> Et l'Agence Internationale de l'Energie vient désormais de changer de braquet en annonçant le 18 mai 2021, que limiter le réchauffement climatique à 1,5° n'était pas compatible avec de nouveaux projets d'investissement.<sup>28</sup>

Le groupe a également développé ses propres scénarios climat. **Patrick Pouyanné l'a bien affirmé – il y aura toujours du pétrole en 2050<sup>29</sup> - mais dans la vision de Total, dans des**

**proportions bien supérieures à ce qu'une trajectoire compatible avec un réchauffement limité à 1,5° demande.** Dans le scénario « Rupture » développé par Total, il est envisagé qu'en 2050, la demande mondiale en pétrole s'établira autour de 50 millions de barils / jour.<sup>30</sup>

**Ainsi Total l'affirme sans le dire explicitement : sa vision n'est pas celle d'une trajectoire permettant de limiter le réchauffement à 1,5°.** Dans le premier scénario du GIEC, les compensations d'émissions sont limitées à des opérations de reforestation et la production brute d'énergies fossiles diminue – de 87% et 74% respectivement pour le pétrole et le gaz en 2050, par rapport à 2010, de même que la demande énergétique mondiale. Or dans le scénario retenu par Total, la production mondiale de gaz augmente d'ici à 2050 – et la production de pétrole ne diminue que de 43%.<sup>31</sup>

<u>Production mondiale millions barils / jour</u>	<u>2010 (réel)</u>	<u>Scénario 2050 Total</u>	<u>Recommandations GIEC pour 2050</u>
Pétrole	88	50	11
Gaz	58	80	15
Total	146	130	26

*Comparaison de l'évolution de la production fossile*

On notera que si Total envisage bien une diminution de la part du pétrole au niveau mondial d'ici 2050 – néanmoins bien insuffisante au vu de l'ampleur du défi du changement climatique - le groupe compte bel et bien maintenir son niveau de production dans ce secteur, **et de fait, continuer à prendre des parts de marché.**

En réalité – la vision de Total repose sur le développement et l'utilisation de technologies de rupture non encore matures de capture et stockage de carbone (CCS) au niveau de ses projets – complétées par le développement de puits de carbone naturels ; afin de compenser une partie de ses émissions. Il s'agit d'un pari risqué : il est en effet incertain que ces technologies puissent être déployées à une échelle suffisante, dans un délai raisonnable. En 2020, les capacités mondiales de CCS atteignaient seulement 39 Mt CO<sub>2</sub>/an.<sup>32</sup> **La majorité des projets de capture et de stockage du carbone ne pourraient être déployés qu'après 2030<sup>33</sup> : c'est pourtant la prochaine décennie qui est critique.**

De son côté, Total planifie des capacités capture et d'enlèvement du carbone autour de 3-5 MtCO<sub>2</sub> par an d'ici 2030,<sup>34</sup> avec une mise en service graduelle dans la prochaine décennie - bien loin des 200 MtCO<sub>2</sub> de trop qu'il émettra d'ici à 2030.

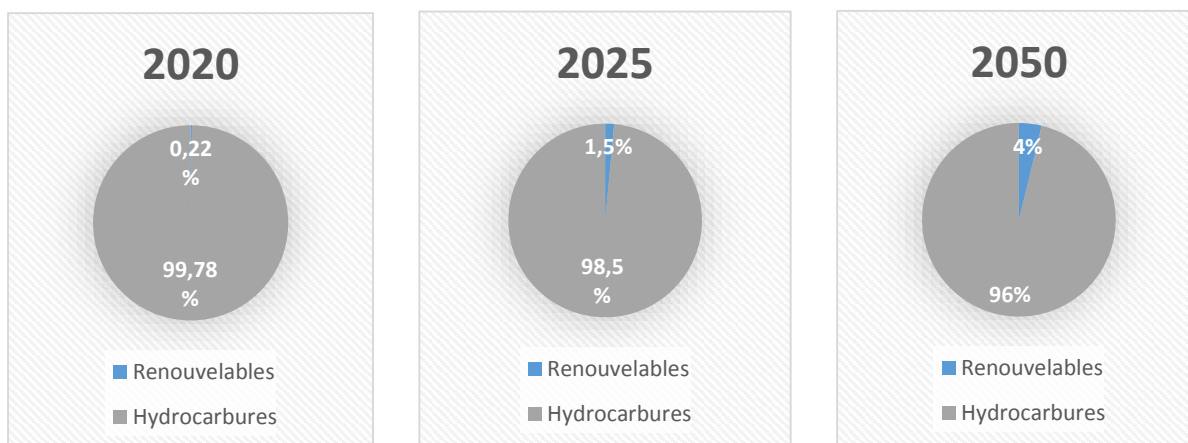
Total planifie également le développement de puits naturels de carbone (forêts en particulier) : son objectif est d'atteindre 5-10 MtCO<sub>2</sub>/an en 2030.<sup>35</sup> S'il ne sera donc pas possible de compenser les émissions additionnelles de Total, ces solutions posent également des problèmes en termes d'accaparement de terres, de concurrence avec l'utilisation des terres pour l'agriculture et ne peuvent être déployées à très grande échelle.<sup>36</sup>

### Encadré 3 – Des projets à impact environnemental important

- Le projet de gaz naturel liquéfié en Arctique (Arctic LNG 2), dont la mise en service est prévue dans les prochaines années, représente à lui seul une augmentation de 26% des capacités de production en gaz naturel liquéfié de Total. Or ce projet aura des impacts considérables sur l'environnement – la zone Arctique est pourtant déjà fortement affectée par les effets du réchauffement climatique<sup>37</sup> et l'augmentation de l'exploitation fossiles y aura des conséquences globales sur les équilibres climatiques de la planète.
- Projet emblématique, l'exploitation des quatre blocs du projet de Tilenga en Ouganda (pétrole) et son transport par un pipeline de plus de 1440 km de long vers le port de Tanga en Tanzanie, représente à lui seul, avec 130 000 barils prévus par jour (part de Total)<sup>38</sup>, une augmentation de 18% de sa capacité de production fossiles en Afrique. De nombreuses ONGs y compris Oxfam s'inquiètent des impacts du projet sur les droits humains et l'environnement.<sup>39</sup> La décision finale d'investissement a été prise par Total en avril 2021. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de Total de développer de nouveaux projets à bas coût. En décembre 2020, une note de la Climate Policy Initiative<sup>40</sup> montrait que la baisse des prix du pétrole à long terme a des répercussions profondes sur les revenus que le gouvernement de l'Ouganda peut espérer tirer de ce projet. Les impacts sur l'environnement et les communautés sont eux, bien tangibles : celui-ci étant situé dans et autour de la zone naturelle protégée des Murchison Falls et nécessitant l'acquisition des terres d'environ 14 000 familles.

Total l'énonce clairement : il ambitionne désormais de devenir un acteur majeur de la production d'électricité – dont la part des ventes en 2030 devrait atteindre 15%.<sup>41</sup> Mais l'électricité n'est pas – à la différence du pétrole et du gaz – une forme d'énergie primaire : en d'autres termes, l'électricité est produite. L'intensité carbone de l'électricité produite dépend donc des sources d'énergie utilisées. Dans le cas de Total – outre des sources renouvelables (solaire, éolien, biogaz et hydroélectricité), le groupe produit également de l'électricité à partir de gaz naturel – une énergie fossile. En 2020, pour une unité d'électricité produite à partir de sources renouvelables par Total – 447 unités d'hydrocarbures étaient produites (ou encore : 0,22%).<sup>42</sup> Mais le groupe l'a d'ores et déjà annoncé : il ambitionne d'augmenter significativement sa capacité de production d'électricité à partir de renouvelables : de 7 gigawatts (GW) de capacité en 2020, à 35 GW en 2025 et 100 en 2050. **Cela lui permettra certes d'améliorer ses ratios – mais dans des proportions très limitées : pour une unité d'électricité verte de Total en 2025, 66 unités d'hydrocarbures seront toujours produites (ou 1,5%). A l'horizon 2050, ce ratio pourrait tomber à 1 pour 25 (ou 4%)<sup>43</sup> – une proportion toujours très faible.**





Part de l'énergie produite à partir de renouvelables, en comparaison avec la production d'hydrocarbures – 2020 à 2050

#### Encadré 4 : Les choix judicieux de Total en matière de reporting

Total présente ses résultats opérationnels et financiers selon les différentes business units du groupe. Outre les activités d'exploration et de production (E&P) – où on retrouve la partie purement extractive *upstream* (gaz et pétrole) du groupe, et les catégories aval (Raffinage & Chimie Marketing & Services – distribution des produits notamment), il existe également un segment appelé iGRP – *Integrated Gas, Renewables and Power*. Cette catégorie englobe les opérations et ventes de GNL Gaz Naturel Liquéfié, et la production d'électricité – verte ou non.

Ce choix – qui n'est probablement pas le fruit du hasard - conduit non pas à invisibiliser la part de l'activité purement basée sur des énergies renouvelables de Total, mais bien au contraire à verdir son activité gazière – dont les performances et résultats sont présentés comme contribuant à la redirection du groupe et à sa diversification. Ainsi – les montants des investissements de Total *purement* destinés à la production d'électricité verte ne sont pas publics : seuls les investissements du segment iGRP le sont. En 2019, Total avait investi 2,3 milliards de dollars dans ce segment – près de 17% de ses investissements totaux<sup>44</sup> - mais la part réservée à la seule électricité verte n'est pas communiquée.

### 3. LE PETROLE, TOUJOURS L'OR NOIR

Le PDG l'affirme par ailleurs : le pétrole reste l'activité pourvoyeuse de cash de son groupe.<sup>45</sup> En 2020, l'extraction et la production de pétrole – sans donc compter l'apport des activités aval (raffinerie et ventes), ont rapporté au groupe 50% de son flux financier opérationnel.<sup>46</sup> C'est bien à partir de son extraction que le groupe compte financer son nouveau virage vert, tout en maintenant un niveau de dividendes élevés. **Total est en effet une des valeurs sûres du CAC40, et la politique de maintien des dividendes du groupe – même en cas de crise comme en 2020 – est bien connue.** La rémunération de son PDG de reste, ne l'incite pas à agir plus fortement sur les émissions de son groupe : alors que seulement environ 2% de sa



rémunération totale est indexée sur un objectif de réduction des émissions du groupe – lui-même largement insuffisant,<sup>47</sup> près de 35% de sa rémunération est directement indexée sur la valeur actionnariale de son groupe.<sup>48</sup> Des changements sont annoncés pour 2021 – et notamment l'introduction d'une mesure de l'évolution des émissions indirectes, mais seulement en Europe, dont le poids final sera à mesurer.<sup>49</sup>

**En 2018, selon les données communiquées à CDP, Total n'avait investi que 271 millions d'euros dans ses projets renouvelables – ou 1,9% de ses investissements bruts totaux.**<sup>50</sup> Le groupe communique pourtant avoir investi 10% par an depuis 2015 (ou 2 milliards en 2020)<sup>51</sup> – mais en prenant en compte la production d'électricité verte et non verte, sans différenciation dans son reporting public (voir encadré plus haut).<sup>52</sup> **Près de 80% des investissements entre 2026 et 2030<sup>53</sup> resteront bien alloués aux énergies fossiles.** Il est donc impossible de connaître la part exacte des investissements *réellement* verts de TOTAL – c'est-à-dire destinés seulement à la fourniture d'électricité verte, et non produite à partir de gaz.

#### 4. PRENDRE SES RESPONSABILITES – PAS DE FREE PASS POUR LA MAJOR

Il est désormais établi que le secteur extractif a une responsabilité historique massive dans le réchauffement climatique : **63% des émissions cumulées (sur la période 1751-2013) sont dues à 90 groupes dont Chevron, Exxon, Shell etc – 1 % pour Total à lui seul.**<sup>54</sup>

**Il est par ailleurs clair que les réserves mondiales combinées de charbon, pétrole et gaz, sont supérieures au budget carbone compatible avec un monde à 1,5°.**<sup>55</sup> A ce jour, les réserves de Total représentent 12,6 milliards d'équivalent baril de pétrole<sup>56</sup> – sans les projets d'exploration – ou environ 1% du budget carbone restant.<sup>57</sup> Mais la répartition de ces projets, par pays, leur stade de maturité ne sont pas des données publiques.<sup>58</sup> Or cette information est d'intérêt public dans les pays fortement dépendants du secteur extractif et des projets de Total, afin de pouvoir anticiper les dates de clôture des projets.

##### Encadré 5 – Pas de contraintes : Total ou la stratégie du « laissez-moi faire »

En janvier 2020, cinq associations et quatorze collectivités territoriales assignaient Total en justice pour son manque d'ambition climatique – jugeant que sa trajectoire n'est pas alignée sur un scénario à 1,5°C - sur le fondement de la Charte de l'environnement et de la loi française sur le devoir de vigilance (2017).<sup>59</sup> Cette loi oblige les grandes entreprises à identifier prévenir les risques d'atteinte aux droits humains et à l'environnement causés par leurs activités.<sup>60</sup> **Total maintient de son côté que l'Accord de Paris ne s'applique qu'aux Etats, et qu'elle n'est pas responsable de l'utilisation de ses produits par ses clients.**<sup>61</sup>

Total n'est pas la seule major visée par des actions en justice pour son manque d'action climatique : une procédure contre Shell est également en cours au Pays Bas, l'opposant à plusieurs associations menées par Milieudefensie (les Amis de la Terre aux Pays Bas), et plus de 17 000 citoyens néerlandais.

**Le groupe ne peut se cacher derrière l'argument que l'Accord de Paris ne s'applique juridiquement qu'aux Etats – et déclarer vouloir « contribuer à l'objectif de neutralité défini par l'Accord de Paris »<sup>62</sup> : son poids et sa capacité d'influence lui commandent d'agir plus vite dès maintenant – et de réduire sa production de pétrole et de gaz en valeurs absolues. L'inaction d'autres majors n'est pas une excuse.**

Total communique régulièrement sur le fait qu'il n'est pas lui-même responsable de l'utilisation de ses produits issus d'énergies fossiles : « C'est la demande qui crée l'offre, et pas l'inverse » déclarait son PDG en juin 2020,<sup>63</sup> arguant que son groupe ne fabrique « ni avions, ni voitures, ni ciment ». Mais Total n'est pas un acteur neutre pour autant et influence les politiques publiques en matière climatique par des activités de lobbying : 29 millions de dollars par an.<sup>64</sup> Ce lobbying vise à influencer les politiques publiques par la promotion de sa vision du marché de l'énergie demain – un monde dans lequel les énergies fossiles, et le gaz en particulier, continuent à jouer un rôle primordial. Le groupe a toutefois quitté les associations dont la position était la plus incompatible avec la promotion de son nouveau virage « vert ».<sup>65</sup>

Le groupe doit donc acter un profond changement de ses activités : la planification de la fin de l'exploitation du pétrole et du gaz dans certains pays aura des impacts profonds sur les salariés et sous-traitants du secteur, et en particulier dans les pays dont l'économie est la moins diversifiée et la plus dépendante aux exportations fossiles – comme le Gabon, ou la République du Congo, des pays de présence historique pour Total. Là encore, le groupe devra prendre ses responsabilités et développer des plans de transition juste.

## 5. RECOMMANDATIONS

Total doit dès maintenant planifier la fin de l'exploitation des fossiles.

- Adopter une cible d'émissions sans inclusion des technologies de séquestration carbone, visant à un horizon neutre en 2050 – avec une première étape en 2030.
- Communiquer dès maintenant en valeurs absolues (production et émissions), et non seulement en intensité relative, ou en parts de mix énergétique.
- Communiquer en détail sur l'état de ses réserves et les dates prévues de fin d'exploitation dès maintenant :
- Planifier sa transition juste et engager dès maintenant des concertations et des discussions avec les acteurs politiques locaux dans les pays concernés à horizon 2030.
- Augmenter la part de la rémunération variable du PDG de TOTAL assise sur l'empreinte globale du groupe.

**A l'Union Européenne** : adopter dans le cadre de la directive à venir sur la gouvernance d'entreprise durable, l'obligation pour les grandes entreprises de se doter d'objectifs climat compatibles avec une trajectoire à 1,5°, de communiquer de façon transparente sur leur trajectoire, plan de transition, et investissements.

**Au gouvernement français** : mettre en place une éco-responsabilité contraignante pour toute entreprise soumise à la déclaration de performance extra-financière qui intègre ces critères :

- La publication de l'empreinte carbone directe et indirecte (scopes 1-2-3) ;
- Une stratégie climat articulée autour d'une trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre (scopes 1-2-3) dès l'année 2021, respectant une trajectoire sectorielle définie par les autorités publiques selon le secteur d'activité de l'entreprise ;
- Un plan d'investissement associé pour mettre en place cette trajectoire, en tenant compte des effets sur l'emploi.

## ANNEXE

	<p><b>Résumé des engagements et de l'ambition de Total<sup>66</sup></b></p> <p><b>« L'ambition du Groupe est d'atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette) d'ici à 2050, ensemble avec la société pour l'ensemble de ses activités. »<sup>67</sup></b></p>
1	<p>« Un objectif de neutralité carbone (Net Zero Emissions) pour les opérations mondiales de Total en 2050 ou avant (scope 1+2) » (mai 2020)</p> <p>« Atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette) au niveau mondial pour les émissions indirectes de GES liées à l'utilisation par ses clients des produits énergétiques vendus pour usage final en 2050 ou avant (Scope 3). » (mars 2021)</p> <p>Emissions Scope 3 mondiales : 2030 plus bas que 2015 (septembre 2020, et mars 2021)</p> <p>Réduction de 40% des émissions Scope 1+2 (nettes) mondiales en 2030, par rapport à 2015 (février 2021)</p>
2	<p>« Un engagement de neutralité carbone (Net Zero Emissions) en Europe pour l'ensemble de sa production et des produits énergétiques de Total utilisés par ses clients en 2050 ou avant (scope 1+2+3) » (mai 2020)</p> <p>Etape intermédiaire en Europe : -30% en valeurs absolues en 2030, par rapport à 2015 (septembre 2020)</p>
3	<p>« Une ambition de réduction de 60% ou plus de l'intensité carbone moyenne des produits énergétiques de Total utilisés dans le monde par ses clients d'ici 2050 (moins de 27,5 gCO<sub>2</sub>/MJ) avec des étapes intermédiaires de 20% en 2030 et de 35% en 2040 (scope 1+2+3) » (mai 2020, modification de l'étape intermédiaire en 2030 en mars 2021)</p>

## NOTES

- <sup>1</sup> Oxfam France (2021) Climat: CAC degrés de trop – le modèle insoutenable des grandes entreprises françaises
- <sup>2</sup> Exxon, Chevron, Shell, Total et BP.
- <sup>3</sup> Influence Map, "Big Oil's Real Agenda on Climate Change", 2019, p. 12. TOTAL dépense 52 millions de dollars par an en branding climatique – 29% de son budget branding (le pourcentage le plus élevé – parmi les 5 majors : Total, Exxon, Shell, BP et Chevron).  
<https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bddc>
- <sup>4</sup> [https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2021-03/FR\\_Projet-de-resolutions.pdf](https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2021-03/FR_Projet-de-resolutions.pdf). Quinzième résolution
- <sup>5</sup> <https://www.Total.com/fr/media/video/avenir-de-lenergie-patrick-pouyanne-presente-lambition-de-Total>
- <sup>6</sup> Germanwatch (2019) Global Climate Risk Index 2019. Etude portant sur la période 1999-2018.
- <sup>7</sup> La Dépêche (2020) L'Europe dévoile une carte des conséquences du réchauffement climatique sur le territoire français :  
<https://www.ladepêche.fr/2020/02/10/europe-devoile-une-carte-des-consequences-durechauffement-climatique-sur-le-territoire-francais.8722977.php>
- France Inter (2020) Montée des eaux, crues, feux de forêt : l'impact du réchauffement climatique en France en six cartes :  
<https://www.franceinter.fr/environnement/montee-des-eaux-crues-feux-de-foret-l-impactdu-rechauffement-climatique-en-france-en-six-cartes>
- rechauffement-climatique-en-france-en-six-cartes
- <sup>8</sup> Le Monde (2018) Climat : vers 4 à 5 degrés de plus à la fin du siècle à Paris : [https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/06/08/climat-vers-4-a-5-degres-de-plus-ala-fin-du-siecle-a-paris\\_5311622\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/06/08/climat-vers-4-a-5-degres-de-plus-ala-fin-du-siecle-a-paris_5311622_1652612.html)
- <sup>9</sup> France Inter (2020) Montée des eaux, crues, feux de forêt : l'impact du réchauffement climatique en France en six cartes :  
<https://www.franceinter.fr/environnement/montee-des-eaux-crues-feux-de-foret-l-impactdu-rechauffement-climatique-en-france-en-six-cartes>
- <sup>10</sup> Agence européenne de l'Environnement (2019) Climate change adaptation in the agriculture sector in Europe. <https://www.eea.europa.eu/publications/cc-adaptation-agriculture>
- <sup>11</sup> Voir en Annexe le détail des engagements climat de TOTAL depuis mai 2020.
- <sup>12</sup> P. Pouyanné, Boursorama, 30 mars 2021
- <sup>13</sup> Voir <https://reclaimfinance.org/site/stopper-Total-dans-son-expansion/> et [https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/04/WhyShareholdersShouldVoteAgainstTotalClimateStrategy\\_InvestorsBriefing-1.pdf](https://reclaimfinance.org/site/wp-content/uploads/2021/04/WhyShareholdersShouldVoteAgainstTotalClimateStrategy_InvestorsBriefing-1.pdf) <http://priceofoil.org/2020/09/23/big-oil-reality-check/>, <http://www.carbone4.com/analyse-Total-bp-monde-bas-carbone/>
- <sup>14</sup> [https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action\\_fr](https://ec.europa.eu/clima/policies/eu-climate-action_fr)
- <sup>15</sup> Total « Vers la neutralité carbone », septembre 2020, p. 3. [https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL\\_RAPPORT\\_CLIMAT\\_2020.pdf](https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL_RAPPORT_CLIMAT_2020.pdf)
- Les émissions de Scope 3 représentent 90% des émissions de Total (même source, p. 56).
- <sup>16</sup> <https://reclaimfinance.org/site/2020/05/29/resolution-climat-a-laq-de-Total-un-tourant-historique/>
- <sup>17</sup> Voir l'évaluation finale de Total ici : <https://www.climateaction100.org/company/Total/>
- <sup>18</sup> <https://www.mainstreamingclimate.org/publication/breaking-the-tragedy-of-the-horizon-climate-change-and-financial-stability/>
- <sup>19</sup> Selon le cabinet de conseil spécialisé en énergie Wood Mac Kenzie. <https://www.reuters.com/business/energy/oil-hit-40-by-2030-if-climate-goals-are-met-consultancy-2021-04-15/#:~:text=Under%20its%20Accelerated%20Energy%20Transition,%2410%20to%20%2418%20a%20barrel.>
- <sup>20</sup> <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/Total-essuie-une-perde-geante-1288574#:~:text=Le%20groupe%20dirig%C3%A9%20par%20Patrick.compte%20de%20la%20conjoncture%20d%C3%A9grad%C3%A9e.>
- <sup>21</sup> Carbon Tracker Initiative "Breaking the Habit" 2019, p. 26. <https://carbontracker.org/reports/breaking-the-habit/>
- <sup>22</sup> <https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/strategy-and-outlook-2020.pdf>, p. 9
- <sup>23</sup> Total Factbook 2013 p. 31 (chiffres 2010) [https://www.bomobile.Total.com/uploads/gestion\\_media/Factbook\\_2013.pdf](https://www.bomobile.Total.com/uploads/gestion_media/Factbook_2013.pdf), TOTAL Factbook 2019, [https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-07/Factbook\\_2019.pdf](https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-07/Factbook_2019.pdf). Les chiffres en projection pour 2030 sont issus de la présentation de Total « From Net Zero ambition to Total strategy », septembre 2020 p. 7 (<https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/strategy-and-outlook-2020.pdf>). Les chiffres de 2030 sont repris dans l'analyse de Carbon 4 : <http://www.carbone4.com/analyse-Total-bp-monde-bas-carbone/>
- <sup>24</sup> [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2018/07/SR15\\_SPM\\_version\\_stand\\_alone\\_LR.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2018/07/SR15_SPM_version_stand_alone_LR.pdf), p. 14. Pétrole – 37%, Gaz -25% (en 2030, comparé à 2010). Ces facteurs ont été appliqués à la production de TOTAL en 2010 pour simuler un niveau de production qui serait en ligne avec le scénario P1.
- <sup>25</sup> Calculs Oxfam. Calculs Oxfam sur la base d'une comparaison entre émissions associées à la capacité de production projetée pour 2030 vs une capacité réduite selon les facteurs de réductions du scénario P1. Facteurs d'émissions : <https://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/should-we-leave-fossil-fuels-in-the-ground-when/>
- <sup>26</sup> Oil Change International, "Big Oil Reality Check", Septembre 2020, <http://priceofoil.org/2020/09/23/big-oil-reality-check/> p. 15
- <sup>27</sup> Oil Change International and the Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), "OFF TRACK: How the IEA guides energy emissions towards fossil fuel dependence and climate change", Avril 2018; <http://priceofoil.org/2018/04/04/off-track-the-iea-and-climate-change/>
- <sup>28</sup> <https://priceofoil.org/2021/05/18/iea-1-5c-model-closes-door-on-new-fossil-fuel-extraction/>

- <sup>29</sup> <https://www.franceinter.fr/emissions/on-n-arrete-pas-l-eco/on-n-arrete-pas-l-eco-12-decembre-2020>.
- <sup>30</sup> Total Energy Outlook - Présentation aux investisseurs le 29 septembre 2020, p. 26.  
<https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/Total-energy-outlook-presentation-29-september-2020.pdf>
- <sup>31</sup> Calculs Oxfam : le scénario de TOTAL est explicité p. 14 « Vers la neutralité carbone », septembre 2020. Chiffres de production 2010: Agence Internationale de l'Energie.
- <sup>32</sup> Tyndall Manchester, "A Review of the Role of Fossil Fuel Based Carbon Capture and Storage in the Energy System",  
[https://www.globalwitness.org/documents/20071/Final\\_Tyndall\\_Centre\\_CCS\\_report.pdf](https://www.globalwitness.org/documents/20071/Final_Tyndall_Centre_CCS_report.pdf), p. 11
- <sup>33</sup> Tyndall Manchester, "A Review of the Role of Fossil Fuel Based Carbon Capture and Storage in the Energy System",  
[https://www.globalwitness.org/documents/20071/Final\\_Tyndall\\_Centre\\_CCS\\_report.pdf](https://www.globalwitness.org/documents/20071/Final_Tyndall_Centre_CCS_report.pdf), p. 3
- <sup>34</sup> Total Climate RoadMap in Action, February 21, p. 16
- <sup>35</sup> Total Climate Roadmap in Action, p. 28.
- <sup>36</sup> <https://www.greenpeace.org.uk/resources/net-expectations-cdr-briefing/>.
- <sup>37</sup> <https://www.nouvelobs.com/planete/20210226.OBS40698/tribune-l-etat-francais-doit-cesser-son-soutien-a-l-exploration-gaziere-en-arctique.html>
- <sup>38</sup> Total 2020 Universal Registration Document p. 220. 230 000 barils au Total. La part de TOTAL est de 56,67%.
- <sup>39</sup> <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/petrole-en-afrique-de-lest-les-communautés-en-danger/>
- <sup>40</sup> <https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/understanding-the-impact-of-a-low-carbon-transition-on-ugandas-planned-oil-industry/>
- <sup>41</sup> From Net Zero ambition to Total Strategy, présentation aux investisseurs (29 septembre 2020), p. 9. Les produits pétroliers représenteraient 35%, et le gaz naturel 35%. <https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/strategy-and-outlook-2020.pdf>
- <sup>42</sup> Reclaim Finance & Greenpeace, « Total fait du sale, la finance complice », février 2021, <https://reclaimfinance.org/site/2021/02/24/Total-fait-du-sale-la-finance-complice/>
- <sup>43</sup> Calculs Oxfam. Les projections de capacité annoncées par TOTAL s'établissent à 35 GW en 2025 (« TOTAL results and outlook 2020 », p 24, [https://www.Total.com/system/files/documents/2021-02/2020\\_results\\_outlook.pdf](https://www.Total.com/system/files/documents/2021-02/2020_results_outlook.pdf)) et 100 GW en 2050 (Patrick Pouyanné, Boursorama, 30 mars 2021).
- Les comparaisons ont été établies sur la base d'une production projetée de 30 TWh en 2025 (« TOTAL results and outlook 2020 », p 53), extrapolée pour 2050 sur la base d'une utilisation de 10% de la capacité théorique maximale. La production d'hydrocarbures pour 2025 a été établie sur la base d'une progression linéaire. La comparaison est faite sur la base d'un équivalent de 1 GWh = 588,24 bep (<http://www.kylesconverter.com/energy,-work,-and-heat/gjgawatt-hours-to-barrels-of-oil-equivalent>)
- <sup>44</sup> Document de référence Total 2019, p. 74. Seuls les investissements organiques sont présentés, ie hors effets des acquisitions et des cessions.
- <sup>45</sup> Présentation Boursorama le 30 mars 2021
- <sup>46</sup> Total Résultats 2020 Outlook, p. 33.
- <sup>47</sup> Oxfam France, "Salaires des patrons du CAC40 : La Bourse ou le Climat", 27 Avril 2021, [https://www.oxfamfrance.org/rapports/salaires-des-patrons-du-cac-40-la-bourse-ou-le-climat/#utm\\_source=twitter&utm\\_medium=organic](https://www.oxfamfrance.org/rapports/salaires-des-patrons-du-cac-40-la-bourse-ou-le-climat/#utm_source=twitter&utm_medium=organic)
- <sup>48</sup> Oxfam France, "Salaires des patrons du CAC40 : La Bourse ou le Climat", 27 Avril 2021
- <sup>49</sup> En 2020, une partie de la rémunération en actions de performance du PDG de Total est désormais adossée à un objectif de réduction des émissions - qui ne prend toujours pas en compte l'ensemble des émissions du groupe. En 2021, cette partie de la rémunération inclura une cible de réduction pour les émissions directes (10% de la rémunération variable). L'évolution des émissions indirectes, en Europe seulement, comptera pour 30% des actions de performance. Total, Document d'enregistrement pour 2020, p. 197
- <sup>50</sup> **Climate Disclosure Project (2019) Doubling Down: Europe's Low Carbon Investment Opportunities**  
<https://www.cdp.net/en/research/global-reports/doubling-down>.
- <sup>51</sup> Résultats 2020 Outlook
- <sup>52</sup> Total Vers la neutralité carbone, Septembre 2020, p. 4
- <sup>53</sup> Reclaim Finance & Greenpeace, « Total fait du sale, la finance complice », février 2021.
- <sup>54</sup> <https://climateaccountability.org/carbonmajors.html>. (Richard Heede, 2013) : 2/3 des émissions entre 1751-2013 sont attribuables à 90 producteurs de fossiles/ciment
- <sup>55</sup> OCI Big Oil Reality Check
- <sup>56</sup> TOTAL Factbook 2019, p. 77, en millions de barils équivalents pétrole, [https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-07/Factbook\\_2019.pdf](https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-07/Factbook_2019.pdf)
- <sup>57</sup> Calculs sur la base de facteurs émissions ici <https://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/should-we-leave-fossil-fuels-in-the-ground-when/>.
- <sup>58</sup> Il existe des bases de données professionnelles, mais elles sont très coûteuses.
- <sup>59</sup> <https://notreaffaireatouts.org/actions/les-territoires-qui-se-defendent-et-si-nous-mettons-enfin-les-entreprises-face-a-leurs-responsabilites/>
- <sup>60</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000034290626/>
- <sup>61</sup> <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/rechauffement-climatique-Total-assigne-en-justice-par-des-collectivites-locales-1166991>
- <sup>62</sup> Total, Vers la Neutralité carbone p. 2 [https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL\\_RAPPORT\\_CLIMAT\\_2020.pdf](https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL_RAPPORT_CLIMAT_2020.pdf).
- <sup>63</sup> [https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/04/patrick-pouyanne-la-question-de-la-perennite-des-compagnies-petrolieres-est-posee\\_6041723\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/04/patrick-pouyanne-la-question-de-la-perennite-des-compagnies-petrolieres-est-posee_6041723_3234.html)

<sup>64</sup> Influence Map report, March 2019 “Big Oil’s Real Agenda on Climate Change”

<sup>65</sup> Total a quitté le Canadian Association of Petroleum Producers en 2020, l’American Fuel Petrochemical Manufacturers en 2019, et enfin l’American Petroleum Institute en 2021 – des lobbies business du secteur des énergies fossiles, affichant des positions pro-extraction.

<sup>66</sup> Sources : mai 2020, <https://www.Total.com/fr/medias/actualite/Total-se-dote-dune-nouvelle-ambition-climat-atteindre-neutralite-carbone-horizon>, septembre 2020 : <https://www.Total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/strategy-and-outlook-2020.pdf>, février 2021 : [https://www.Total.com/system/files/documents/2021-02/climate\\_roadmap\\_in\\_action.pdf](https://www.Total.com/system/files/documents/2021-02/climate_roadmap_in_action.pdf)

<sup>67</sup> Total, document de référence pour 2020, p. 247. <https://www.Total.com/system/files/documents/2021-03/document-enregistrement-universel-2020.pdf>

© Oxfam France mai 2021

Ce document a été rédigé par Caroline Avan.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

## OXFAM FRANCE

Oxfam France est membre de la confédération internationale Oxfam, un réseau de 19 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités. En France, Oxfam mène depuis plus de 20 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

62 bis avenue Parmentier Oberkampf – 75011 Paris  
00 33 1 56 98 24 40 – [info@oxfamfrance.org](mailto:info@oxfamfrance.org)

Contact Presse : Elise Naccarato – [enaccarato@oxfamfrance.org](mailto:enaccarato@oxfamfrance.org) – 06 17 34 85 68

